sur la gestion des finances publiques. Vous savez sans doute que les Territoires du Nord-Ouest ont eu à souffrir pendant des années sous prétexte qu'ils présentaient toujours un budget excédentaire, soucieux qu'ils étaient de bien utiliser l'argent et d'établir de façon tout à fait sérieuse leur ordre de priorités.

• (1800)

Comme je rentre du Yukon, j'ajouterai que le gouvernement par ailleurs pourrait faire preuve d'une certaine latitude dans la façon dont il donne suite aux revendications territoriales dans cette région. Les gens du Yukon aimeraient avoir voix au chapitre à ce sujet. À l'heure actuelle, si le groupe de travail fonctionne de façon arbitraire et exprime ce qu'il tient vraisemblablement comme étant les besoins des localités, c'est qu'il n'a pas les ressources voulues pour se rendre sur place afin d'y interroger les gens sur la façon dont ils voudraient voir le gouvernement donner suite à ces revendications.

Peut-être le gouvernement fédéral devrait-il faire preuve de latitude et de générosité et permettre à ce groupe de travail de consulter les gens sur place. Comme la population en général demande de plus en plus au gouvernement de consulter les principaux intéressés, peut-être celui-ci pourrait-il faire un geste symbolique à l'égard des deux territoires et fournir à ce groupe de travail des ressources pour le faire. Il se rend sûrement compte qu'en ce qui concerne la Loi sur la gestion des finances publiques, ces gens-là se sont toujours comportés d'une façon tout à fait sérieuse et responsable.

[Français]

M. Charles A. Langlois (Manicouagan): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les commentaires de ma collègue de Western Arctic. J'aimerais prendre quelques minutes pour faire une analogie, peut-être, ou même des comparaisons entre la partie du Canada qu'elle représente, sa circonscription et la mienne, soit la circonscription de Manicouagan, qui s'étend sur tout près de 700 milles de littoral sur la côte nord du Golfe Saint-Laurent où plus des trois-quarts des villages et les populations qui y résident ne sont pas reliés par la route. Le seul moyen de communication est l'avion durant la majeure partie de l'année et le bateau durant l'été. Il y a également la partie nord de ma circonscription qui touche les deux côtes de la Baie d'Ungava où des communautés inuit sont implantées depuis des temps immémoriaux, et encore là les moyens de communication sont extrêmement difficiles.

Initiatives ministérielles

riaux, et encore là les moyens de communication sont extrêmement difficiles.

Je ne peux donc faire autrement qu'être sympathique aux commentaires et à la description qu'elle a faits portant sur les conditions difficiles dans lesquelles vivent beaucoup des citoyens qu'elle représente. C'est une situation évidemment à laquelle notre gouvernement tente de remédier par tous les moyens possibles.

[Traduction]

La députée de Western Arctic conviendra-t-elle avec moi que la meilleure façon, pour le gouvernement, d'accorder une aide financière adéquate aux secteurs qu'elle a mentionnés, de fournir des sommes et des aides additionnelles aux habitants qui vivent dans le Nord et dans les régions isolées, comme dans sa circonscription et la mienne, la meilleure façon pour le gouvernement d'intervenir financièrement, c'est d'assurer une bonne gestion de tous les actifs financiers qu'il possède. En gérant efficacement l'argent que versent les contribuables canadiens au gouvernement, nous serons en mesure d'accorder une aide financière additionnelle aux habitants et à la région qu'elle vient de mentionner, une région que nous représentons tous les deux.

Convient-elle avec moi que le projet de loi C-91 constitue un pas modeste dans la direction qu'elle préconise? Je suis convaincu qu'elle accepterait d'appuyer cette mesure législative, qui a pour but de permettre au gouvernement de mieux gérer l'économie et l'argent des contribuables et, partant, de répartir plus sagement et plus équitablement les revenus dont il dispose.

Mme Blondin: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. C'est rare que je puisse comparer mes notes à celles de ministériels qui soient le moins d'accord avec moi. Je suis heureuse d'apprendre que nous avons une chose en commun, soit les problèmes de transport et de communications dus à l'éloignement de nos collectivités. Ce qu'il y a de triste, c'est qu'elles ont besoin de ces services. Je ne peux pas parler au nom des gens et de la région que mon collègue représente, mais je sais que le gouvernement des territoires a su faire face à ses responsabilités.

C'est exactement ce qu'il a fait en vertu de la Loi sur la gestion des finances publiques. En fait, son budget a été réduit parce qu'il avait un surplus. Il avait fait attention de ne pas dépenser plus que ses ressources ne le lui permettaient. Quel qu'ait été l'arrangement fiscal, on ne